



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIDAU SA

18 avenue José Nobre
Z.I. ECOPOLIS
13500 La Couronne Carro

Références : SS/PLB-D-2025-0020
Code AIOT : 0006400970

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement VIDAU SA implanté 18, avenue José Nobre Z.I ECOPOLIS Sud 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIDAU SA
- 18, avenue José Nobre Z.I ECOPOLIS Sud 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400970
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIDAU exploite une installation de lavage de citernes, conformément à l'arrêté préfectoral de 26 mars 1980, complété par l'arrêté du 22 mai 2019.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux travaux réalisés en 2023 et 2024 sur la station de traitement interne des eaux, l'autosurveillance de l'exploitant ainsi que les contrôles inopinés diligentés par l'Inspection en 2023 et 2024 attestent que les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires sont désormais respectées. Nous pouvons considérer que l'arrêté de mise en demeure est satisfait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/08/2023, article 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet			
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VIDAU dont le siège social est situé 18 Avenue José Nobre - 13500 Martigues, et qui exploite un site de lavage de citernes sur la commune de Martigues, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019. Les délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.			
Valeurs limites en concentration et en flux :			
Paramètres	Code SANDRE	Concentration (mg/l)	Fréquence des mesures (concentration + flux)
MEST	1305	500	Mensuelle
DBO5	1313	500	
DCO	1314	1 000	
Azote global	1551	150	
Phosphore total	1350	50	
Hydrocarbures totaux	7009	10	
Indice phénols	1440	0,3 si le flux dépasse 3 g/j	
Chrome hexavalent	1371	0,1 si le flux dépasse 1 g/j	
Cyanures totaux	1390	0,1 si le flux dépasse 1 g/j	
AOX	1106	0,5	
Arsenic	1369	0,1 si le flux dépasse 1 g/j	
Métaux totaux	8095	15 si le flux dépasse 100 g/j	

Paramètres	Code SANDRE	Concentration (mg/l)	Fréquence des mesures (concentration + flux)
Anthracène	1458	1,5	
Benzène	1114	1,5	
Biphényle	1584	1,5	
Cadmium et ses composés	1388	0,2	
Dichlorométhane	1168	0,2 si le flux dépasse 5g/j	
Ethylbenzène	1497	0,1 si le flux dépasse 5g/j	
Naphtalène	1517	1,5	
Toluène	1278	0,15 si le flux dépasse 5g/j	
Xylènes	1780	0,2 si le flux dépasse 5g/j	
Somme des Agents de surface *	1933+1443+1444	10	
Substance Extractible à l'Hexane	7464	10	

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance 2024 de l'exploitant ont été consultés lors de l'inspection. Il en ressort:

- dépassement du paramètre SEH (Substance Extractible à l'Hexane) pour les mois de janvier (valeur 102 mg/l) et février (valeur 117 mg/l) pour une valeur limite de 10 mg/l ;
- les autres substances objet de dépassements récurrents en 2023 (AOX, Somme des Agents de surface, Toluène, Dichlorométhane) respectent les valeurs limites l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019 ;

Par ailleurs, les résultats du contrôle inopiné au titre de 2023, réalisé le 11 janvier 2024 ne mettent pas en évidence de dépassements des valeurs limites.

Les résultats du contrôle inopiné au titre de 2024, réalisé le 14 mai 2024 ne mettent pas en évidence de dépassements des valeurs limites.

L'exploitant a transmis son autosurveillance pour les mois de juin 2024 (rapport référencé B24/R61496/0009), octobre 2024 (rapport référencé B24/R61496/0010) et novembre 2024 (rapport référencé B24/R61496/0011). Aucun dépassement n'a été constaté .

Nous pouvons considérer que la mise en demeure est satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure